



SOMMAIRE

Point 31 de l'ordre du jour :

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (*suite*)
Article 10 du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (*suite*) 259

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 31 DE L'ORDRE DU JOUR

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (E/2573 [annexes I, II et III], A/2907 et Add.1 et 2, A/2910 et Add.1 à 6, A/2929, A/3077, A/C.3/L.460, A/3149, A/C.3/L.528, A/C.3/L.532, A/C.3/L.557, A/C.3/L.558/Rev.1, A/C.3/L.559/Rev.1) [suite]

ARTICLE 10 DU PROJET DE PACTE RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (E/2573, ANNEXE I, A) [suite]

1. M. HUMPHREY (Secrétariat) déclare que, conformément à la demande du représentant du Chili (730^{ème} séance), le Secrétariat a examiné les comptes rendus de la Commission des droits de l'homme qui se rapportent à l'élaboration de l'article 10 du projet de pacte.

2. A sa cinquième session, en 1950, l'Assemblée générale a décidé de comprendre dans les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme les droits économiques, sociaux et culturels et d'y reconnaître explicitement l'égalité de l'homme et de la femme en ce qui concerne ces droits [résolution 421 (V), sect. E].

3. A la septième session de la Commission des droits de l'homme, en 1951, diverses délégations ont présenté des propositions visant à donner effet à cette décision. Au cours des débats, la majorité des membres de la Commission a été amenée à penser que le pacte devrait comporter un article spécial sur la protection des mères et des enfants.

4. A la même session, la Commission des droits de l'homme a adopté un texte¹ prévoyant que la mère a droit à une protection spéciale dès avant la naissance de l'enfant. Les membres de la Commission ont préféré ce texte à un autre qui aurait accordé aux femmes une protection "pendant la grossesse et pendant la durée de l'allaitement" (E/CN.4/586).

5. A sa huitième session, en 1952, la Commission a été saisie d'un amendement qui aurait eu pour effet de n'accorder une protection spéciale qu'à la femme en couches (*maternity*) pendant une période de temps

raisonnable avant et après la naissance de son enfant; la protection de la mère (*motherhood*) devait être envisagée dans le cadre de l'article consacré à la sécurité sociale. La représentante de la Commission de la condition de la femme a fait valoir que le mot *motherhood* se rapportait au développement de l'enfant pendant ses premières années, alors que le mot *maternity* visait la période, plus brève, qui précède et suit immédiatement la naissance. C'est pourquoi elle a suggéré que l'on conserve le mot *motherhood* dans le texte. La Commission a accepté cette suggestion et a adopté le texte actuel du paragraphe 1 de l'article 10. Le terme *motherhood* a été traduit en français par "la mère" et en espagnol par *la maternidad*. Cependant, dans le paragraphe 2 de l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ce terme a été traduit en français par "la maternité".

6. En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 10, M. Humphrey ne pourrait rien ajouter d'utile aux observations qui figurent dans les paragraphes 24 et 25 du chapitre VIII du commentaire du texte des projets de pactes (A/2929).

7. Pour ce qui est du paragraphe 3, il a été adopté à la huitième session de la Commission des droits de l'homme, en 1952, sur la proposition du représentant de la Belgique. Celui-ci a déclaré que l'insertion de cette disposition comblerait une grave lacune en prévoyant la protection de la famille qui, à son avis, constituait le fondement même de la société. La Commission n'a pas discuté alors du fond même de cette proposition, mais certaines délégations ont considéré que ce point pourrait faire l'objet d'un article distinct et d'autres ont déclaré que la deuxième phrase serait mieux à sa place dans le pacte relatif aux droits civils et politiques, qui ne contenait pas, à l'époque, d'article relatif au mariage et à la famille. L'article 22 du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques a été ajouté à la neuvième session de la Commission, en 1953.

8. Les représentants qui désireraient approfondir cette question peuvent se reporter aux comptes rendus des débats de la Commission des droits de l'homme, notamment à ceux des 222^{ème}, 224^{ème}, 296^{ème}, 297^{ème} et 298^{ème} séances².

9. M. AMATYAKUL (Thaïlande) appuiera le texte actuel de l'article 10, ainsi que tout amendement qui aurait pour effet de l'améliorer. Il pense que la dernière phrase du paragraphe 3 risque de prêter à des interprétations indésirables. On pourrait en déduire qu'une famille formée sans le libre consentement des époux n'a pas droit à la même protection qu'une famille fondée par des époux ayant contracté mariage de leur plein gré, ce qui aurait des conséquences défavorables pour la position de la mère ou de la deuxième femme dans certains pays. Le représentant de la Thaïlande demande donc que la dernière phrase du paragraphe 3 fasse l'objet d'un vote séparé. La difficulté qu'il a évo-

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, treizième session, Supplément No 9, annexe I, art. 26, par. 1.

² Voir E/CN.4/SR.222, 224, 296 à 298.

quée n'existe pas en Thaïlande, où un mariage n'est considéré comme légal que s'il est librement consenti par les époux.

10. D'après Mme QUAN (Guatemala), la complexité de l'article 10 est due au fait qu'une partie des mesures de protection qu'il prévoit relève du domaine économique, alors que l'autre partie ressortit au domaine social. Or, si les questions économiques ont toutes un aspect social, la réciproque n'est pas vraie. La protection assurée par l'Etat à la famille est essentiellement d'ordre social; il en va de même de la protection accordée à la femme avant et après les couches, ainsi que des mesures de protection prises dans le cadre de la famille et avec son concours en faveur des enfants et des adolescents. Par contre, les mesures de protection dont doivent bénéficier les mères qui travaillent et la protection accordée à la main-d'œuvre enfantine ont un caractère économique.

11. La délégation du Guatemala souscrit dans l'ensemble aux principes énoncés à l'article 10. Elle se demande cependant s'il est vraiment utile de faire figurer dans le pacte les dispositions du paragraphe 3. Il est à présumer en effet que chaque Etat prend des mesures en vue de protéger l'unité de la famille. Bien que ces mesures soient souvent de caractère économique (dispositions tendant à favoriser la famille en ce qui concerne le logement et les impôts), elles ont un objectif social puisqu'elles visent au maintien de l'unité familiale fondée sur le mariage.

12. Se référant à l'observation du représentant du Royaume-Uni (730ème séance) à propos de l'insertion des mots "et avec son concours", Mme Quan suppose que les auteurs de l'article ont voulu préciser que c'est dans le milieu familial, de préférence dans sa propre famille, qu'un enfant a le plus de chances de se développer dans des conditions favorables.

13. Compte tenu de ce qui précède, la délégation du Guatemala estime que l'on améliorerait la rédaction de l'article 10 en regroupant de façon plus logique les éléments qu'il contient.

14. Mme Quan donne lecture du nouveau texte qu'elle suggérerait et qui, sans modifier le fond des dispositions contenues dans l'article 10, permettrait de les présenter de façon plus claire. Cette version tiendrait compte de l'amendement de l'Union soviétique (A/C.3/L.559/Rev.1) et de l'amendement des Pays-Bas (A/C.3/L.557). Quant à l'amendement de la Bulgarie (A/C.3/L.558/Rev.1), certaines législations établissent sans doute une distinction entre les enfants légitimes et les enfants illégitimes, mais il ne convient pas d'en faire état à l'article 10, dont l'objet est de protéger tous les enfants, qu'ils soient légitimes ou non. La délégation du Guatemala ne présente pas de proposition formelle et se réserve le droit d'apporter des modifications au texte qu'elle a suggéré.

15. M. LIMA (Salvador) remercie le représentant du Secrétariat de son exposé sur l'élaboration de l'article 10. La rédaction actuelle de cet article n'est pas satisfaisante. Les défauts du texte tiennent au caractère trop détaillé des dispositions qu'il renferme et ils sont encore aggravés par des difficultés de traduction. Si l'on veut que de nombreux Etats ratifient le pacte, il faut lui donner la forme la plus concise possible. Du reste, en définissant de façon trop minutieuse les droits reconnus, on empiète sur le domaine d'institutions spécialisées telles que l'Organisation internationale du travail. En ce qui concerne les difficultés de terminologie, notamment l'utilisation du mot *motherhood*, il

y aurait intérêt à créer un sous-comité chargé de déterminer les termes à employer dans les différentes langues.

16. Pour ce qui est de l'amendement de l'Union soviétique (A/C.3/L.559/Rev.1), M. Lima demande que l'expression "aux frais de l'Etat ou de l'employeur" soit mise aux voix séparément. Il votera d'ailleurs contre les deux parties que comprend en fait cet amendement. Comme un certain nombre de délégations l'ont fait observer, l'article doit avoir une portée aussi large que possible; il n'y a donc aucune raison d'énoncer un des nombreux droits de la femme salariée à l'exclusion des autres. Le représentant du Salvador signale à ce propos que les congés de maternité sont prévus par la Constitution de son pays, dans lequel tous les droits proclamés à l'article 10 sont déjà effectivement reconnus. De toute manière, la deuxième partie de l'amendement soviétique ne paraît pas opportune. En effet, les systèmes de financement des congés de maternité varient selon les pays et il faut laisser aux Etats le soin d'élaborer des dispositions détaillées en la matière, à condition qu'ils reconnaissent à la femme salariée le droit à un congé payé avant et après l'accouchement.

17. M. Lima ne voit pas l'utilité des mots "dans le cadre de la famille et avec son concours" qui figurent au paragraphe 2 de l'article 10; ils pourraient impliquer que la protection de l'Etat ne s'étend pas aux enfants et adolescents qui n'ont pas de famille. En supprimant ces mots, on résoudreait indirectement le problème soulevé par l'amendement de la Bulgarie (A/C.3/L.558/Rev.1). Une disposition aux termes de laquelle l'Etat doit assurer l'éducation et l'entretien des enfants illégitimes et orphelins de père et de mère ne serait pas à sa place à l'article 10. La question de l'enseignement fait l'objet de l'article 14 qui stipule d'ailleurs que l'enseignement primaire doit être obligatoire et gratuit pour tous les enfants sans exception.

18. Le représentant du Salvador accepte le principe d'après lequel la responsabilité pénale doit sanctionner l'utilisation illégale de la main-d'œuvre enfantine, mais ne pense pas qu'il y ait lieu de l'énoncer dans le pacte. Il considère, comme le représentant du Royaume-Uni, que cette question relève de la compétence de l'OIT. Cependant, si la majorité des membres de la Commission est favorable à l'insertion de cette disposition dans l'article 10, M. Lima ne s'y opposera pas. En réalité, toute utilisation illégale de la main-d'œuvre ne doit pas nécessairement faire l'objet de sanctions pénales. Il suffit parfois d'une intervention des services administratifs, de l'inspection du travail par exemple, pour la prévenir ou pour y mettre fin. Mieux vaudrait donc supprimer la mention en question.

19. M. Lima votera pour l'amendement des Pays-Bas (A/C.3/L.557), qu'il juge satisfaisant. La santé morale de l'enfant doit être protégée au même titre que sa santé physique. Le représentant du Salvador partage les vues des représentants qui ont déclaré à la Commission des droits de l'homme que le paragraphe 3 de l'article 10, et notamment la disposition prévoyant que le mariage doit être librement consenti, serait mieux à sa place dans le pacte relatif aux droits civils et politiques.

20. Pour conclure, M. Lima insiste sur l'intérêt qu'il y aurait à créer un sous-comité qui non seulement s'occuperait des questions de terminologie, mais encore s'attacherait à rédiger l'article 10 sous une forme plus succincte.

21. Mme KOWALIKOWA (Pologne) souligne que la Pologne a adopté des dispositions législatives très

importantes dans le domaine de la protection maternelle et infantile, la loi du 28 avril 1948 en particulier. Elles visent à dissiper les craintes que la travailleuse pourrait avoir en ce qui concerne tant son propre avenir que celui de son enfant. La femme qui travaille sait maintenant qu'elle ne peut être renvoyée pendant la durée de sa grossesse ou de son congé de maternité, qu'elle pourra s'occuper personnellement de son enfant pendant les trois mois qui suivront la naissance et qu'elle pourra ensuite le confier à une crèche en toute sécurité.

22. Au cours des débats, les délégations se sont rangées en deux catégories. Les unes ont estimé que les pactes devaient être rédigés dans les termes les plus généraux; les autres ont considéré que les articles devaient être précis et imposer aux Etats des obligations. La délégation polonaise se classe dans la deuxième catégorie. C'est pourquoi elle juge l'article 10 tout à fait acceptable sous sa forme actuelle. Au reste, il n'impose aucune obligation qui, en Pologne, ne soit déjà assumée par l'Etat.

23. Il semble cependant que des précisions supplémentaires seraient souhaitables. L'article mentionne bien la protection de la mère, mais n'énonce pas un droit essentiel de la femme: celui de bénéficier d'un congé avant et après l'accouchement. L'amendement de l'URSS (A/C.3/L.559/Rev.1) vise à combler cette lacune. Certes, il préconise des modalités de financement que certaines délégations ne sont peut-être pas disposées à accepter, mais il s'inspire d'un principe dont le bien-fondé et l'importance ne sont pas discutables. La délégation polonaise votera donc en sa faveur.

24. En ce qui concerne l'amendement de la République populaire de Bulgarie (A/C.3/L.558/Rev.1), Mme Kowalikowa estime que l'addition proposée serait tout à fait à sa place à l'article 10. Il paraît normal de consacrer un paragraphe séparé aux catégories d'enfants qui ont le plus besoin de protection et d'assistance, à savoir les orphelins et les enfants illégitimes dont la filiation n'est pas établie. On comprend mal les réserves avec lesquelles cet amendement a été accueilli par plusieurs délégations. Il serait inexact de prétendre que ce texte risque d'encourager indirectement les naissances d'enfants naturels. On peut en effet protéger à la fois la famille et les enfants nés hors mariage. Il n'y a là aucune incompatibilité; l'exemple de la Pologne le prouve amplement. Le problème que pose l'existence d'enfants illégitimes et d'orphelins est très pénible et ce n'est pas en le passant sous silence qu'on parviendra à le résoudre. Or, dans l'intérêt même de la communauté, une solution rapide s'impose. Pour ces raisons, la délégation polonaise votera en faveur de l'amendement bulgare (A/C.3/L.558/Rev.1). Elle se prononcera pour l'amendement des Pays-Bas (A/C.3/L.557), étant entendu que, pour chaque Etat, le sens du mot "moralité" est lié aux conditions économiques, sociales et culturelles.

25. M. BRATANOV (Bulgarie) désire présenter quelques observations à la suite des critiques dont l'article 10 et l'amendement bulgare (A/C.3/L.558/Rev.1) ont fait l'objet, à la séance précédente.

26. Certains représentants ont déclaré que l'article était trop vague. Telle n'est pas l'opinion de la délégation bulgare. Pour elle, contrairement à ce que paraît penser le représentant de l'Australie, l'expression "utilisation illégale de la main-d'œuvre enfantine" a un sens précis et correspond à un principe bien établi. On ne saurait considérer non plus que l'article 10 devrait ne contenir qu'une déclaration générale. Si la Commis-

sion adoptait ce point de vue, elle n'imposerait en fait aux Etats aucune obligation définie. Il s'agit en l'espèce de droits concrets; le texte doit donc être concret.

27. Si la délégation bulgare a proposé un amendement, c'est parce que l'article 10 lui paraît incomplet. Ses dispositions devraient s'appliquer à tous les enfants, y compris ceux qui, pour une raison quelconque, n'ont pas de famille. Or le texte actuel vise bien à protéger les enfants et adolescents, mais seulement "dans le cadre de la famille et avec son concours". Ce membre de phrase semble exclure les orphelins de père et de mère et les enfants illégitimes dont la filiation n'est pas établie. Il convient donc d'élargir la portée du texte mis au point par la Commission des droits de l'homme; c'est là le but essentiel de l'amendement bulgare (A/C.3/L.558/Rev.1). Cet amendement ne tend d'ailleurs nullement, contrairement à ce qu'a dit le représentant du Liban, à créer une distinction entre les enfants légitimes et les autres, puisqu'il ne vise pas à accorder aux enfants naturels une protection spéciale. Il a pour objet d'assurer un traitement égal à tous les enfants sans distinction aucune, conformément à l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La deuxième partie de l'amendement bulgare concerne l'obligation faite à l'Etat d'assurer l'entretien et l'éducation de certaines catégories d'enfants. Bien que, dans les pays occidentaux en particulier, cette mission soit souvent dévolue à des organisations charitables privées, seul l'Etat peut assumer des obligations juridiques internationales à cet égard. C'est donc lui qu'il convient de mentionner dans le pacte.

28. La délégation bulgare votera pour l'amendement de l'Union soviétique (A/C.3/L.559/Rev.1). Il prévoit en effet l'application pratique du principe énoncé au paragraphe 1 de l'article 10, selon lequel la femme en couches a droit à une protection spéciale. Il tient compte du fait évident qu'une femme ne recevant pas son salaire pendant son congé de maternité resterait sans moyens de subsistance. Cette addition serait donc extrêmement utile.

29. Mlle VUKOTIC (Yougoslavie), après avoir rappelé que l'article 10 doit être conforme aux intérêts et aux besoins de la société contemporaine, déclare que la rédaction actuelle ne lui paraît pas tout à fait satisfaisante. Si le paragraphe 3 était maintenu, il faudrait, comme l'a suggéré le représentant des Philippines à la 730^{ème} séance, modifier l'ordre des paragraphes. Les paragraphes 1 et 2 ayant un caractère plus particulier que le paragraphe 3, ils devraient être placés après lui. La délégation yougoslave est disposée à accueillir favorablement toute proposition tendant à améliorer le texte quant à la forme. Du point de vue du fond, elle juge l'article 10 acceptable bien qu'un peu trop général et votera pour lui.

30. Commentant le paragraphe 1, Mlle Vukotic fait observer que si l'on admet presque universellement le principe de l'égalité entre l'homme et la femme, on ne doit pas méconnaître pour autant que la femme joue dans la société et au foyer un rôle très particulier. En fait, elle ne jouit véritablement de l'égalité des droits que si elle peut prétendre à une protection spéciale. En Yougoslavie, l'Etat a parfaitement compris la nécessité de protéger la mère et l'enfant; aussi s'efforce-t-il de leur venir en aide au maximum dans toute la mesure où la situation économique le lui permet. C'est ainsi que la femme est assurée de ne pouvoir être renvoyée pendant la durée de sa grossesse, qu'elle bénéficie d'un congé payé de maternité et de nombreux autres avantages; de plus, les enfants sont soignés gra-

tuitement jusqu'à l'âge de trois ans. Dans ces conditions, la délégation yougoslave est favorable à la première partie de l'amendement de l'URSS (A/C.3/L.559/Rev.1). Elle ne pourra cependant accepter la deuxième partie, car, d'après la législation yougoslave, les frais afférents aux congés de maternité, les dépenses d'hospitalisation et autres sont financés dans le cadre des assurances sociales. Peut-être y aurait-il d'ailleurs quelque incompatibilité entre le système préconisé par l'Union soviétique et la Convention de l'Organisation internationale du Travail (No 103) concernant la protection de la maternité, aux termes de laquelle des prestations sont accordées "soit dans le cadre d'un système d'assurance obligatoire, soit par prélèvement sur des fonds publics".

31. Le paragraphe 2 de l'article 10 correspond à l'opinion de la délégation yougoslave qui est disposée à accepter l'amendement des Pays-Bas (A/C.3/L.557).

32. Mlle Vukotic approuve tout à fait la teneur de l'amendement bulgare (A/C.3/L.558/Rev.1), mais doute qu'il soit judicieux de mentionner seulement certaines catégories d'enfants. Pourquoi ne pas parler, par exemple, des paralysés ou des aveugles?

33. Le pacte doit formuler des dispositions qui incitent les Etats à aller de l'avant et non à perpétuer un état de choses fâcheux et anormal. La représentante de la Yougoslavie s'élève donc énergiquement contre les critiques adressées au paragraphe 3 qui proclame le principe du libre consentement au mariage.

34. M. DIAZ CASANUEVA (Chili) fait observer que l'article 10 est le corollaire des articles précédents relatifs au droit au travail et au droit à la sécurité sociale. Il s'agit d'une disposition qui n'a de sens que parce que certains groupes de personnes font encore l'objet de mesures discriminatoires dans de nombreux pays du monde. Certes, la situation des mères et des femmes en couches et celle des mineurs se sont améliorées, comme le montrent diverses études dues à l'Organisation des Nations Unies, mais il reste encore beaucoup à faire.

35. De ce point de vue, l'article 10 ne donne pas satisfaction à la délégation chilienne. Il n'est pas homogène. De plus, il est détaillé, mais risque d'être moins complet qu'une convention de l'OIT. Son défaut le plus grave toutefois est d'être plus restrictif que l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. On ne saurait mettre en doute, en effet, qu'il envisage une protection spéciale dans le cadre de la famille. Comme la famille est fondée sur le mariage — aux termes mêmes du paragraphe 3 — il ne peut concerner que les enfants nés dans le mariage. Bien entendu, on ne saurait reprocher à la Commission des droits de l'homme d'avoir reconnu l'importance de la famille et d'avoir insisté sur la nécessité de la protéger. Mais il ne faut pas méconnaître le fait qu'il existe dans le monde des millions d'enfants illégitimes et que, dans certaines régions, leur nombre est supérieur à celui des enfants légitimes. La Troisième Commission ne doit pas oublier que, même si elles sont moins rigoureuses que par le passé, bien peu de législations admettent aujourd'hui l'égalité de traitement entre tous les enfants. Il n'en est que plus indispensable d'assurer la protection de ceux qui sont nés hors mariage.

36. L'amendement de la Bulgarie (A/C.3/L.558/Rev.1) a pour but de combler cette lacune, mais il peut prêter à des difficultés d'interprétation. Peut-être parviendrait-on au même résultat en modifiant la première partie du paragraphe 2 de façon qu'il porte sur tous

les enfants et adolescents, sans distinction aucune. Le principe consacré par l'article 25 de la Déclaration serait ainsi respecté.

37. De l'avis du représentant du Chili, le paragraphe 2 dans son ensemble n'est pas très équilibré. Il serait plus logique de couper le paragraphe après le mot "adolescents"; mieux vaudrait d'ailleurs remplacer ce terme par "mineurs" qui seul a un sens juridique précis, au moins en espagnol, et est utilisé dans les conventions de l'OIT. D'autre part, on peut se demander quel genre de mesures l'Etat doit prendre. Il s'agit, en fait, de protéger les jeunes contre les dangers auxquels ils sont exposés tant du point de vue physique que du point de vue moral et psychologique. Des mesures de "protection" ne semblent pas suffisantes; une aide positive est indispensable. On aurait donc intérêt à ajouter le mot "assistance" au début du paragraphe. Dans ces conditions, on pourrait envisager un texte remplaçant la première partie du paragraphe 2 actuel qui se lirait ainsi: "Des mesures spéciales de protection et d'assistance doivent être prises en faveur de tous les mineurs sans distinction." Il conviendrait en outre de maintenir l'interdiction d'exploiter les enfants et de sanctionner toute utilisation illégale de la main-d'œuvre infantine. L'amendement des Pays-Bas (A/C.3/L.557) paraît, à ce sujet, convenir parfaitement.

38. Passant à la proposition de l'URSS (A/C.3/L.559/Rev.1), M. Diaz Casanueva déclare que, dans la mesure où elle vise à être détaillée, elle est nécessairement incomplète. C'est ainsi que les femmes salariées ne sont pas les seules à prendre en considération. En outre, on ne doit pas envisager les mesures de protection du seul point de vue du salaire. La femme a droit non seulement à un congé payé, mais aussi à des prestations de services de la part de l'Etat. Sur ce point, la Commission ne doit pas oublier la Convention de l'Organisation internationale du Travail (No 103) concernant la protection de la maternité, dont les dispositions sont tout à fait remarquables. D'autre part, l'amendement soviétique semble s'opposer à un système tripartite, alors que ce système est extrêmement répandu dans le monde. Pour toutes ces raisons, le Chili ne pourra accepter l'amendement de l'URSS.

39. La première partie du paragraphe 3 de l'article 10 mérite d'être retenue. La deuxième devrait être éliminée; elle trouverait place tout naturellement à l'article 22 du pacte relatif aux droits civils et politiques (E/2573, annexe I, B).

40. M. THIERRY (France) voudrait faire, au sujet de l'article 10, quelques remarques dont les trois premières ont un caractère juridique.

41. Kelsen, dans son ouvrage intitulé *Recent Trends in the Law of the United Nations*, s'élève, à propos d'un Article de la Charte, contre l'emploi du mot "présente" dans l'expression "la présente Charte"³. Cette remarque vaut pour l'article 10 du projet de pacte. Le mot "présent" est déplacé dans un instrument qui contient un article — l'article 29 — relatif aux amendements ultérieurs. En deuxième lieu, le texte de la deuxième partie du paragraphe 2 est contraire au principe juridique *nulla poena sine lege*. Enfin, M. Thierry partage les sentiments du représentant du Chili qui préférerait que l'on supprime la deuxième partie du paragraphe 3; le droit de contracter mariage est un droit civil et en tant que tel n'entre pas dans le cadre du projet de pacte que la Commission étudie actuellement.

³ Hans Kelsen, *Recent Trends in the Law of the United Nations*, New-York, Fred A. Praeger Inc., 1951, p. 914.

42. M. Thierry a deux remarques de forme à présenter. Le paragraphe 2 résulte de l'adoption successive d'un amendement français et d'un amendement soviétique, méthode qui entraîne souvent des répétitions, voire des contradictions; en l'occurrence, il y a une répétition relative au travail des enfants. D'autre part, il faudra, si l'on introduit la notion de moralité, remanier comme suit la fin du paragraphe: "... à des travaux de nature à mettre leur vie en danger ou à compromettre leur santé ou leur moralité".

43. La dernière remarque touche au fond même de l'article. Les mots "avec son concours", au paragraphe 2, peuvent être contraires aux législations qui protègent les enfants contre des parents indignes.

44. Mme NOVIKOVA (République socialiste soviétique de Biélorussie) attache une très grande importance à l'article 10. Il est indispensable en effet de protéger celles qui sont appelées à perpétuer la race humaine et qui jouent un rôle de plus en plus important dans la vie économique et sociale. Certains représentants se sont demandé ce qu'il fallait entendre par les mots "protection spéciale", qui figurent au paragraphe 1. Pour la Biélorussie, cette expression vise: le congé de maternité payé, l'interdiction du travail de nuit, la possibilité de faire un travail plus facile tout en continuant à recevoir le même salaire, les interruptions de travail aux fins d'allaitement, les soins médicaux gratuits avant et après l'accouchement, etc. Ce paragraphe est indispensable, car, dans beaucoup de pays, la mère n'a droit à aucune protection de la part de l'Etat et engendre, dans la crainte, des enfants dont beaucoup ne survivent pas. L'article 10 est aussi destiné à protéger les enfants qui, dans certains pays encore, sont obligés de travailler dès l'âge le plus tendre et sont honteusement exploités.

45. Cet article présente donc une importance capitale et serait heureusement complété par les amendements de l'Union soviétique (A/C.3/L.559/Rev.1) et de la Bulgarie (A/C.3/L.558/Rev.1), que la délégation de la RSS de Biélorussie appuiera. On a reproché à l'amendement bulgare de ne viser qu'une catégorie limitée d'enfants. Mais il ne faut pas oublier, comme l'a fait très justement observer le représentant du Chili, qu'il y a dans certains pays plus d'enfants illégitimes que d'enfants légitimes; il n'est que juste de prévoir expressément que l'Etat doit veiller sur ces enfants déshérités.

46. M. MACCHIA (Italie) remarque que l'article 10 est de portée plus vaste que les articles précédents et félicite la Commission des droits de l'homme d'avoir rédigé un texte aussi complet, qui touche aux aspects économiques, sociaux et culturels et vise à assurer la protection de la mère, des enfants et de la famille. Pour ce qui est de ce dernier élément, M. Macchia ne partage pas le sentiment de certaines délégations et estime qu'il est tout à fait à sa place dans l'article 10.

47. M. Macchia se plaint de constater qu'aucun représentant ne s'est prononcé contre les principes énoncés dans l'article 10; les objections formulées concernent uniquement le libellé de l'article.

48. On a dit que *motherhood* est une notion abstraite qui ne relève pas du domaine juridique et qu'il faudrait peut-être lui préférer le mot *mothers*. M. Macchia pense au contraire que le mot *motherhood* est très bien choisi. Ce mot désigne la fonction de la mère, en particulier pendant les premières années de l'enfant. Il est inutile de faire appel à une notion juridique puisque l'objet de l'article 10 n'est pas d'accorder directement des droits aux individus, mais simplement d'imposer

aux Etats l'obligation d'adopter des lois tendant à protéger la fonction de la mère pendant les premières années de l'enfant. D'ailleurs, ce mot *motherhood* figure à côté du mot *childhood*, dans l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il devrait être possible de résoudre sans trop de peine les problèmes linguistiques; M. Macchia suggère d'adopter pour le texte français l'expression "la fonction de la mère" et une expression correspondante pour le texte espagnol.

49. Une autre objection porte sur les mots "dans le cadre de la famille et avec son concours" qui figurent dans la première phrase du paragraphe 2. M. Macchia estime que ce serait aller à l'encontre des objectifs énoncés aux paragraphes 1 et 3 que d'omettre la mention relative à la famille. Il est bien évident qu'il y a certains cas où les mesures ne peuvent pas être prises dans le cadre de la famille; c'est pourquoi l'article précise "dans tous les cas appropriés".

50. La dernière phrase du paragraphe 2 a été critiquée à très juste titre par le représentant du Royaume-Uni qui a fait observer que le texte anglais contient une tautologie et qu'en outre les termes *legally actionable* sont mal choisis, car ils s'appliquent à une action civile. Ce ne sont là que des défauts de forme auxquels il doit être possible de remédier et auxquels il faut remédier, car l'idée exprimée est de la plus haute importance. M. Macchia se demande si la solution ne serait pas de remplacer le mot *unlawful* par *illicit*, et la fin de la phrase par les mots *should constitute a penal offence*. Il tient à souligner que l'article 10 ne fait que poser le principe de la responsabilité pénale en cas d'abus sans préciser de quels abus il s'agit et que les craintes de voir le pacte empiéter sur le domaine d'action des institutions spécialisées ne sont donc aucunement fondées. Le libellé actuel de la dernière phrase du paragraphe 2 ne donne pas entière satisfaction à M. Macchia, qui suggère de la modifier comme suit:

"Le travail des enfants, lorsqu'il est licite, et le travail des adolescents doivent être réglementés par la loi; l'exploitation des enfants, l'utilisation illicite de la main-d'œuvre enfantine et le fait d'employer des adolescents à des travaux de nature à compromettre leur santé ou leur moralité ou à mettre leur vie en danger doivent être rendus punissables par la loi."

51. En ce qui concerne le paragraphe 3, la délégation italienne estime que la famille joue un rôle très important dans les domaines économique, social et culturel; à son avis, il faut encourager le mariage, qui seul permet aux parents de donner aux enfants la protection dont ils ont besoin. M. Macchia n'est absolument pas d'avis de supprimer la dernière phrase du paragraphe 3, le libre consentement des époux étant le fondement même du mariage.

52. Le représentant de l'Italie se réserve le droit de présenter des observations au sujet des amendements qui ont été soumis. Il a toutefois déjà indiqué qu'il approuvait entièrement l'amendement des Pays-Bas (A/C.3/L.557), puisqu'il l'a incorporé au texte qu'il vient de suggérer.

53. M. BAROODY (Arabie Saoudite) aimerait avoir des précisions sur la durée de la période que recouvre la notion de *maternity*.

54. Le PRESIDENT pense que la Commission pourrait fixer au 15 janvier, à 17 heures, la date limite pour le dépôt des amendements à l'article 10.

55. M. MEZINCESCU (Roumanie) croit que certaines délégations ont l'intention de changer complète-

ment le libellé de l'article, auquel cas il serait peut-être préférable de prévoir un délai moins court afin de permettre aux délégations qui le désirent de présenter des amendements aux nouveaux textes.

56. M. PONCE (Equateur) appuie le représentant de la Roumanie.

57. Le PRESIDENT déclare qu'il ne sera pas fixé d'heure limite, mais demande aux délégations de faire leur possible pour présenter leurs textes avant 17 heures.

La séance est levée à 13 h. 10.